

SANTÉ

Le Diabet'Tour passe à Peipin

Organisé par l'Association des diabétiques des Alpes du Sud, et dans le cadre de la semaine de prévention du diabète, le Diabet'Tour proposera un Village Prévention à Peipin aujourd'hui. En accès libre de 14 h à 18 h, le Village Prévention présentera : dépistages, tests glycémiq- ues, prises de tension, test maladies rénales, activités physiques, diététique, prévention tabac, maison de santé, prévention Sophia (de la CPAM), goûter, vélo smoothies... Il sera suivi d'une conférence-débat sur le thème "mieux manger pour aller bien et loin".

/PHOTO DR



ENVIRONNEMENT

Des pesticides dans l'eau

La distribution d'eau potable en bouteille a débuté sur la commune du Castellet. L'eau du robinet ne peut en effet plus être utilisée pour un usage alimentaire, en raison de la présence "d'un métabolite pertinent de pesticide". "C'est une molécule dont la toxicité n'a pas été mesurée, nous appliquons donc des seuils bas, en suivant le principe de précaution", explique le vice-président de DLVAglo délégué à l'eau, Serge Faudrin. "L'alimentation en eau de la commune va être basculée sur d'autres ressources, il y aura un retour à la normale d'ici quelques jours", indique l'élu.

/PHOTO ILLUSTRATION L.P.



EN BREF

FAITS DIVERS

Manosque : deux blessés graves dans un accident de la route

Pour une raison qui reste à déterminer, deux voitures se sont percutées de face et à grande vitesse ce jeudi vers midi, sur la RD 907, commune de Manosque, au niveau du croisement pour se rendre vers le village voisin de Pierrevert. Les deux conducteurs, un homme âgé de 69 ans et une Manosquine âgée de 57 ans, ont été gravement blessés. Leur pronostic vital n'est pas engagé. Une douzaine de sapeurs-pompiers a été engagée, ainsi que deux équipes médicales du Smur. Les deux victimes ont été évacuées sur le centre hospitalier de Manosque. Une enquête a été ouverte afin de comprendre les causes de l'accident et confiée au commissariat de Manosque.

J.M.

LE CHIFFRE

2

Le Parc naturel régional du Verdon a restauré en 2020 et 2021 deux kilomètres du Colostre sur la commune de Saint-Martin-de-Brômes. Ce travail de long terme à l'échelle de la vallée, consiste à redonner une forme naturelle à une rivière qui avait été chenalisée. L'opération doit redonner une capacité d'autoépuration de l'eau, augmenter la capacité de stockage de la nappe alluviale, maintenir une faune et une flore propre aux milieux aquatiques et supprimer des seuils infranchissables par les espèces piscicoles.

Des parents indignés face à l'absence de médecin scolaire

EMBRUN Des enfants vont entrer en CP en septembre sans jamais avoir été examinés

C'est un cri d'alarme, un cri du cœur que lancent des parents d'élèves des deux écoles maternelles d'Embrun. Des mères et pères de famille qui s'inquiètent de l'absence totale de médecin scolaire dans le secteur depuis, selon nos informations, près de deux ans. Certains écoliers qui s'apprêtent à entrer en classe de CP en septembre n'ont donc jamais été examinés par un médecin scolaire. "Nous savons que ces bilans médicaux permettent de repérer des signes pouvant entraîner des difficultés d'apprentissage comme des problèmes visuels, auditifs ou des troubles du langage, énumère Pamela Lemonnier, membre des parents d'élèves élus de l'école maternelle de La Soldanelle. Par exemple, un enfant qui ne voit pas bien ne suivra pas les cours alors qu'il aurait simplement besoin de lunettes. Le risque, c'est que des enfants développent des difficultés qui peuvent mener jusqu'à l'échec scolaire. Si le trouble est détecté en grande section de maternelle, il sera traité avant l'apparition des difficultés. Nous ne pouvons pas nous résoudre à ce que nos enfants ne bénéficient pas de ce dispositif qui est par ailleurs obligatoire dans la 6^e année des enfants".

"C'est un problème de santé publique"

À Embrun, 50 enfants sont actuellement scolarisés en grande section de maternelle dans les deux écoles de la ville. Autant d'enfants qui pourraient potentiellement entrer en CP sans avoir eu de consultation avec un médecin scolaire.

Sans compter les autres élèves du secteur de l'Éducation nationale, qui s'étale d'Embrun à La Bâtie-Neuve. "Nous n'avons eu aucune re-



Depuis environ deux ans, aucun médecin scolaire n'intervient, même ponctuellement, dans l'Embrunais.

/PHOTOS DR

montée à ce sujet", tempère toutefois Victor Bérenguel, le maire de Savines-le-Lac.

Pourtant, un problème est bien identifié par les services de l'Éducation nationale dans les Hautes-Alpes (Lire également ci-dessous, NDLR).

Les parents de l'école embrunaise de La Soldanelle ont à plusieurs reprises contacté Catherine Albaric-Delpech, la directrice académique des services de l'éducation nationale (Dasen) des Hautes-Alpes. "Le premier mail date du 29 mars 2022. N'ayant pas eu de réponse, nous avons fait une relance par mail le 26 avril, puis à trois reprises par télé-



phone début mai, avec à chaque fois la même réponse: "Nous allons vous répondre". Nous avons enfin eu une réponse à notre courrier et elle n'est pas celle que nous escomptions", regrette la mère de famille.

Dans ce courrier en date du 12 mai, les parents sont invités à se tourner vers le médecin traitant. "Mais les médecins de ville ne sont pas équipés pour faire tous les tests que propose

la médecine scolaire, regrette Pamela Lemonnier. C'est un problème de santé publique et on ne sait pas combien de temps cela va durer...", soupire-t-elle.

Une situation qui pourrait, à l'avenir, concerner d'autres départements ruraux, dont les Alpes-de-Haute-Provence, notamment en raison de la faible attractivité du poste de médecin scolaire.

Thomas BLANCHON

Réagissez à l'actualité

ÉCRIVEZ-NOUS DÈS MAINTENANT :
La Provence - Courrier des lecteurs
Place Docteur-Joubert
04 000 Manosque
Fax : 04 92 87 83 08
@ : manosque@laprovence-presse.fr

263828

Fête des Pères
à Sisteron du 14 au 18 juin 2022

GRANDE TOMBOLA
organisée par les commerçants adhérents à l'Anac

1 week-end extrême
+ 200€ en chèques cadeaux à gagner

LA RÉPONSE DE CATHERINE ALBARIC-DELPECH, DASEN DU 05

"Nous sommes très démunis pour recruter un médecin"

Les services de l'Éducation nationale dans les Hautes-Alpes ne font pas la sourde oreille face aux inquiétudes des parents d'élèves: "On est bien conscient de ce problème, on essaye de le traiter. Durant les années de maternelle, il est important de détecter les troubles. Pour le coup, on est début juin et il n'y a pas encore de solution satisfaisante. C'est une difficulté que je n'ignore pas. Il y a urgence à répondre à cette demande des parents. Nous essayons de trouver un médecin de secteur qui pourra recevoir les enfants de grande section mais nous avons un problème de recrutement. Nous sommes très démunis pour trouver un médecin", soupire Catherine Albaric-Delpech, la directrice des services départementaux de l'Éducation nationale (Dasen) dans les Hautes-Alpes. "Les postes de médecin scolaire ne sont pas forcément très attractifs. La difficulté

est encore plus importante dans les départements ruraux".

En attendant d'embaucher un médecin de façon pérenne, les services départementaux de l'Éducation nationale tentent de trouver une solution d'urgence pour le dernier mois d'école avant l'entrée en CP. "On essaye de voir si des médecins d'autres secteurs du département peuvent temporairement se rendre sur l'Embrunais", assure-t-elle.

Pour l'année scolaire prochaine, la Dasen fait "le maximum pour pouvoir couvrir tous les postes", promet-elle. En attendant, les services de l'éducation nationale invitent les parents d'élèves à consulter le médecin traitant.

"Même si on sait que les familles les plus défavorisées ne sont pas celles qui pourront le faire", concède Catherine Albaric-Delpech.

T.BL.

Pour la Ville, "c'est à l'Éducation nationale de prendre ses responsabilités"

La Ville d'Embrun "alerte le rectorat depuis six ou sept ans par rapport à ce que l'on appelle un désert médical scolaire, observe Wiebke Silve, conseillère municipale déléguée aux affaires scolaires. Auparavant, les élèves étaient pris en charge par les vacataires". S'il n'y avait alors "pas de suivi" puisque aucun médecin n'était à temps plein sur le secteur, les éventuels troubles pouvaient quand même être détectés.

"Depuis, la situation s'est dégradée puisqu'il n'y a plus aucun médecin qui intervient sur le secteur", analyse l'éluée. Les enseignants et les Atsem tentent de redoubler de vigilance mais cela ne suffit pas.

"Pour nous, c'est un problème majeur, il faut que les gens aillent voir leur médecin traitant mais il y a des matériels spécifiques que tout le monde n'a pas. Et puis, c'est le rôle de l'école. Aujourd'hui, c'est à l'Éducation nationale de prendre ses responsabilités".

T.BL.